

le 4 novembre 2020

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION CONCERNANT LE PROJET DE Réalisation d'un forage en vue d'exploitation d'eau salée souterraine pour besoins industriels à BOUIN Dossier n° 2871248

préfet de la VENDÉE

LE PRÉFET DE LA VENDÉE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ATTENTION: CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS
N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à
R.214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement des eaux du bassin Loire Bretagne actuellement en
vigueur;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Logne et de la Boulogne, approuvé
le 05/03/2002;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Marais breton et de la Baie de
Bourgneuf, approuvé le 19/07/2004 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Sèvre Nantaise, approuvé le
25/02/2005;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vie et du Jaunay, approuvé le
01/03/2011;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Lay, approuvé le 04/03/2011;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vendée, approuvé le 18/04/11;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Sèvre Niortaise, approuvé le
29/04/11;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Auzance et de la Vertonne, approuvé
le 18/12/2015;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement
considéré complet en date du 04/11/2020, présenté par , LHYFE LABS enregistré sous le
n°:2871248 et relatif au projet de Réalisation d'un forage en vue d'exploitation d'eau salée
souterraine pour besoins industriels donne récépissé du dépôt de sa déclaration au
pétitionnaire suivant : LHYFE LABS
8 ter Chemin des Violettes 44000 Nantes

Concernant le projet de Réalisation d'un forage en vue d'exploitation d'eau salée souterraine
pour besoins industriels à l'adresse suivante :2 Port du Bec 85230 Bouin

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations
soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La/Les
rubrique(s) du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée(s) est/sont
la/les suivante(s) :

-1.1.1.0 (D)

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés propres à chaque rubriques (s'ils existent).

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le (date dépôt + 61 jours) , correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R.214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de BOUIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage du récépissé et pour tenir le dossier à disposition du public pendant une durée minimale d'un mois. Elles seront aussi adressées à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE , de la Vendée pour information.

Le récépissé sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la VENDÉE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de BOUIN , et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LA ROCHE-SUR-YON, le (04/11/2020)

Pour le Préfet de la VENDÉE et par délégation

Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

Le Chef du Service Eau, Risques et Nature.

